



**PRÉFÈTE
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 23/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VICAT

Route de Pierreville
54990 Xeulley

Références : 2025_0626
Code AIOT : 0006200725

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/04/2025 dans l'établissement VICAT implanté Route de Pierreville 54990 XEUILLEY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre de l'action régionale stratégie air, visant à dresser un état des lieux des émissions atmosphériques des sites les plus contributeurs du Grand-Est, puis de revoir les prescriptions applicables sur le sujet en fonction des constats relevés.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VICAT
- Route de Pierreville 54990 XEUILLEY
- Code AIOT : 0006200725

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société VICAT exploite, sur le territoire de la commune de Xeuilley, une cimenterie autorisée par l'arrêté préfectoral 2006/206 du 21 avril 2006 modifié.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Rejets atmosphériques du four	Arrêté Préfectoral du 31/10/2017, article 7.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Surveillance des retombées de poussières	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39	Demande d'action corrective	6 mois
7	SO2	AP Complémentaire du 31/03/2017, article 11	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conduits pour les rejets à l'atmosphère	Arrêté Préfectoral du 31/10/2017, article 7.1	Sans objet
3	Rejets atmosphériques des installations générant des poussières	Arrêté Préfectoral du 31/10/2017, article 7.2	Sans objet
5	Interprétation de l'Etat des Milieux	AP Complémentaire du 28/07/2021, article 2	Sans objet
6	Demande d'aménagement VLE - NH3	AP Complémentaire du 31/10/2017, article 7	Sans objet
8	Surveillance des émissions de benzène	Arrêté Préfectoral du 31/10/2017, article 7.3 et 7.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis d'avoir une vision claire de l'ensemble des émissions atmosphériques du site et d'aborder les sujets en cours d'instruction (étude sanitaire, demande d'aménagement des valeurs limites d'ammoniac notamment) qui feront l'objet d'une proposition ultérieure d'arrêté de prescriptions complémentaires.

Ce projet d'arrêté prendra en compte les conclusions du bilan des prescriptions liées aux émissions atmosphériques réalisé par l'inspection dans le cadre de la stratégie régionale sur l'air.

Il est attendu un positionnement de l'exploitant concernant les valeurs limites d'émission du SO₂ qu'il est capable de tenir dans le contexte où l'exploitant a nettement diminué les flux émis.

La conformité des valeurs limites d'émission a été contrôlée pour l'ensemble des conduits (hors Argilor).

Il apparait une conformité globale hormis sur le paramètre NO_x au niveau du conduit du four.

La surveillance des retombées atmosphériques actuellement en place n'inclut pas les poussières. Ceci constitue une non-conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conduits pour les rejets à l'atmosphère

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2017, article 7.1					
Thème(s) : Risques chroniques, conduits					
Prescription contrôlée :					
	<i>B r o y e u r c h a r b o n e t c o k e</i>	<i>B r o y e u r s é c h e u r X e u r o t</i>	Grille Lepol et Four	Refroidisseur s	<i>B r o y e u r c i m e n t X e u z e r</i>
<i>H a u t e u r m i n i m a l e d e c h e m i n é e</i>	17 m	40 m	90 m	13,9 m	27 m
<i>V i t e s s e m i n i m a l e d ' é j e c t i o n (e n m a r c h e c o n t i n u e m a x i m a l e)</i>	8 m/s	8 m/s	12 m/s	8 m/s	8 m/s
<i>D é b i t</i>	15 000	195 000	250 000 à 10 % d'O ₂	100 000	100 000

D é b i t m a x i m a l autorisé (en Nm ³ /h)	15 000	195 000	10% d'O ₂		
---	--------	---------	----------------------	--	--

AP n°2021/1110 :

Article II-Bis.2 :

Les installations classées et connexes utilisées pour produire des argiles activées sont :

[...]

Un concasseur pour réduire la granulométrie des argiles brutes ;

Un réchauffeur industriel (unité d'activation) ;

[...]

Le traitement des fumées de combustion de chaque ligne de la chaufferie est réalisé par l'intermédiaire de :

- Un filtre à manche (traitement des poussières) ;

- Un second filtre à manche avec injection de bicarbonate de sodium en voie sèche (traitement des SO_x) ;

- Un RTO (Oxydateur thermique régénératif pour le traitement des COT) ;

- Une installation SCR (Réduction catalytique sélective pour le traitement des NO_x).

AP 2023/0265 :

L'article II-Bis.3.d de l'arrêté préfectoral complémentaire 2021/1110 du 04 janvier 2022 est complété, comme suit, pour intégrer le broyeur ciment Xeuzer utilisé à la fois dans la fabrication de ciment et dans la fabrication d'argiles activées et, l'article 7.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire 2015-0354 du 31 octobre 2017 est rectifié en ce qui concerne ledit broyeur comme suit :

N° de conduit	Installations raccordées	H a u t e u r m i n i m a l e (en mètre)	D i a m è t r e m a x i m a l a u d é b o u c h é (en mètre)	V i t e s s e m i n i m a l e d'éjection des g a z d e combustion (en m/s)
1	Réchauffeur industriel co- incinérant des déchets non dangereux	90	2,8	8
2	Broyeur ciment Xeuzer	42,5	1,8	8

<p>Constats :</p> <p>Un point a été fait sur l'ensemble des conduits du site. 6 conduits sont présents sur le site :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour le broyeur charbon et coke (existant depuis 2017) ; - pour le broyeur sécheur Xeurot (broyage du cru, laitier...) ; - pour le four et grille Lepol ; - pour les refroidisseurs ; - pour le broyeur ciment Xeuzer ; - pour le réchauffeur industriel (Argilor). <p>A noter que la hauteur du conduit du broyeur ciment Xeuzer est de 27 m dans l'AP du 31/10/2017 et de 42,5 m dans l'AP du 12/06/2023 : cette dernière hauteur est en fait prise à partir du sol, mais il s'agit bien du même conduit et la hauteur du conduit n'a pas été modifiée.</p>				
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>				

N° 2 : Rejets atmosphériques du four

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2017, article 7.2
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tableau des valeurs limites d'émission au niveau du four</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Surveillance trimestrielle au niveau du four :</u></p> <p>Le dernier rapport de mesures du 1^{er} trimestre 2025 a été présenté (rapport Socotec EL7P025565 du 6/03/2025).</p> <p>Les mesures réalisées présentent 2 non-conformités :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au niveau du NH3. A noter qu'une dérogation à la valeur limite fixée a été demandée par l'exploitant. Cf point de contrôle n°6; - au niveau des NOx : concentration de 593 mg/Nm3 pour une valeur limite à 500. L'exploitant a indiqué qu'en cas de rejet de monoxyde de carbone, l'électrofiltre s'arrête automatiquement sinon il peut exploser, ce qui explique le dépassement. <p><u>Surveillance continue au niveau du four :</u></p> <p>Des bilans mensuels sont envoyés à l'Inspection.</p> <p>Sur les deux premiers mois de l'année 2025 (les autres relevés ne sont pas encore disponibles), il a été observé un seul dépassement pour les NOx (544 mg/Nm3 pour la moyenne journalière pour une VLE à 500). L'exploitant indique que pour pallier la baisse de livraison de combustibles de la fin d'année 2024, il a été utilisé plus de combustible noble (coke/charbon), ce qui a tendance à</p>

fin d'année 2024, il a été utilisé plus de combustible noble (coke/charbon), ce qui a tendance à augmenter les émissions de NOx.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant fournira à l'Inspection dès réception les mesures de rejets atmosphériques du 2^{ème} trimestre ainsi que les bilans mensuels afin de s'assurer que les concentrations en NOx mesurées sont à nouveau conformes.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Rejets atmosphériques des installations générant des poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2017, article 7.2

Thème(s) : Risques chroniques, Poussières

Prescription contrôlée :

Niveaux d'émissions au niveau des installations autres que les fours :

La teneur en poussières des émissions provenant des effluents gazeux des processus de refroidissement et de broyage n'excède pas 20 mg/Nm³ en valeur journalière moyenne sur la période d'échantillonnage (mesures ponctuelles pendant une demi-heure au moins).

Par ailleurs, les valeurs limites suivantes s'appliquent aux émissions du broyeur sécheur :

Broyeur sécheur	Concentration moyenne journalière en Nm ³ /h
Poussières	20
Substances organiques (COT)	90 (uniquement si absence de limite sur les HCT)
HCl	8 (uniquement si absence de limite sur les HCT)

<p>Les halls de stockage et les appareils de manutention doivent être construits et exploités de façon à éviter les envols de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage. Notamment, les points de déchargement des convoyeurs auront des hauteurs réduites. En cas d'envolées trop importantes de poussières, l'exploitant mettra en place les dispositifs de traitement appropriés.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Surveillance continue poussières au niveau du broyeur sécheur Xeurot :</u> Sur les deux premiers bilans mensuels de 2025, aucun dépassement n'est constaté.</p> <p><u>Surveillance trimestrielle poussières au niveau du broyeur charbon :</u> L'exploitant a présenté le rapport de mesures du 1^{er} trimestre (rapport Socotec EL7P025704 du 6/3/2025). Les concentrations mesurées sont conformes à la valeur limite définie.</p> <p><u>Surveillance trimestrielle poussières au niveau du broyeur ciment :</u> L'exploitant a présenté le rapport de mesures du 1^{er} trimestre (rapport Socotec EL7P025705 du 6/3/2025). Les concentrations mesurées sont conformes à la valeur limite définie.</p> <p><u>Surveillance trimestrielle poussières au niveau des refroidisseurs :</u> L'exploitant a présenté le rapport de mesures du 1^{er} trimestre (rapport Socotec EL7P025706 du 6/3/2025). Les concentrations mesurées sont conformes à la valeur limite définie.</p> <p>L'exploitant a indiqué que l'opacité des filtres était surveillée (en continu sur le broyeur sécheur Xeurot, visuellement sur les refroidisseurs). Une inspection totale est réalisée une fois par an pendant l'arrêt annuel. Il a été constaté que des stocks de manches sont disponibles sur le site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Surveillance des retombées de poussières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Poussières</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières. « Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées ou à défaut, pour les installations existantes, par la méthode des plaquettes de dépôt. Un point au moins, permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (« bruit de fond ») est prévu. « Le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont décrits dans le dossier de demande d'enregistrement. « Pour le contrôle des mesures, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.</p>

« Le respect de la norme NF X 43-007 (2008) - méthode des plaquettes de dépôt - et de la norme NF X 43-014 (2017) - méthode des jauges de retombées - est réputé répondre aux exigences définies par le précédent alinéa du présent article.

« La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu. À défaut d'une station météorologique utilisée par l'exploitant, les données de la station météorologique la plus proche sont récupérées. Les données enregistrées ou récupérées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

« Les exploitants qui participent à un réseau de mesure de la qualité de l'air qui comporte des mesures de retombées de poussières peuvent être dispensés par le préfet de cette obligation si le réseau existant permet de surveiller correctement les effets de leurs rejets.

Constats :

L'exploitant a présenté un rapport de surveillance de l'impact sur l'environnement des retombées de dioxines/furannes, d'hydrocarbures aromatiques polycycliques et de métaux (Biomonitor, août 2024).

Cette surveillance est réalisée à l'aide de Ray-Grass qui ont été exposés aux émissions atmosphériques du site du 17 mai au 11 juin 2024.

Cette surveillance est conforme à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 1^{er} juillet 2009 référencé 2009/226.

La surveillance réalisée n'inclut pas les poussières. Ceci constitue une non-conformité à la prescription ci-dessus.

Cette campagne de surveillance (2024) a été complétée par la mise en place de jauges de retombées.

La méthode des jauges de retombées est demandée par la prescription ci-dessus.

Ainsi, dans le cadre de la révision en cours des prescriptions en lien avec les émissions atmosphériques du site, l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 1^{er} juillet 2009 référencé 2009/226 sera mis à jour.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Lors de la prochaine campagne de mesures de surveillance environnementale, l'exploitant devra inclure les retombées de poussières par la méthode des jauges de retombées. A réception, il fournira le rapport de mesures à l'Inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Interprétation de l'Etat des Milieux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/07/2021, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, IEM

Prescription contrôlée :

- Dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté, la méthode choisie et les points de mesure [intégrant les justifications quant aux matrices choisies, paramètres sélectionnés et période(s) de mesure ciblée(s)] devront être soumis à l'avis de l'inspection des installations classées] ;
- Dans un délai de 6 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant devra réaliser les mesures visant à réaliser l'Interprétation de l'État des Milieux (IEM) ;
- Dans un délai de 9 mois suivant la notification du présent arrêté, les premiers résultats, qui devront être comparés à l'Évaluation des Risques Sanitaires (ERS), seront transmis à l'inspection des installations classées.

En fonction des résultats de l'IEM, les valeurs limites d'émission, des effluents gazeux (en concentration et en flux) fixées pour l'ensemble du site, pourront être modifiées ainsi que les modalités de la surveillance actuellement en vigueur.

Constats :

Rappel des constats de la visite d'inspection du 02 mars 2023 :

La version finale de l'interprétation de l'état des milieux a été reçue par mail le 5 octobre 2022.

La méthode et les points de mesures choisis ont été validés par l'inspection en amont de la réalisation des mesures. La comparaison à l'Évaluation des Risques sanitaires (ERS) de 2020 n'est que partielle.

L'étude conclut que le milieu est vulnérable pour le manganèse et que le milieu est compatible avec les usages pour l'ensemble des autres paramètres. Le manganèse est un paramètre qui est suivi au niveau de la surveillance environnementale des retombées atmosphériques. L'exploitant sera vigilant en ce qui concerne l'évolution des mesures de ce paramètre lors de la réalisation des surveillances environnementales.

L'inspection note que la station météo utilisée dans ces études est celle de Nancy-Essey située à 16 km du site. Le paysage environnant est vallonné. Il est ainsi difficile d'évaluer la représentativité du vent sur site lors des mesures. Il apparaît dans les études relatives au suivi du paramètre "benzène" qu'une station de mesure est implantée sur site. Utiliser les données de cette station paraît davantage pertinent que celle située à 16 km.

Constats au 30 avril 2025 :

Suite à la visite d'inspection du 2 mars 2023, l'exploitant a répondu par mail du 12 décembre 2024 à l'inspection.

Les résultats de l'étude indiquent que le milieu est vulnérable pour le manganèse dans les sols. Le quotient de danger est de 0,5.

Le complément fourni par l'exploitant indique un milieu vulnérable pour l'excès de risque individuel du benzène calculé à $6,8^{E-6}$.

Le milieu étant vulnérable pour ces substances, une surveillance des teneurs dans l'environnement doit être poursuivie. En effet, l'exploitant réalise une surveillance environnementale des métaux, PCDD/F et HAP pour les retombées et une surveillance environnementale du benzène dans l'air.

L'inspection prescrira un bilan de la surveillance environnementale actuellement en place depuis 2009 sur les végétaux (Ray-Grass).

La question de la surveillance environnementale du benzène est abordée constat 8.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Demande d'aménagement VLE - NH3

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/10/2017, article 7

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs Limites d'Emissions

Prescription contrôlée :

« Valeurs limites d'émission au niveau du four (concentrations en mg/Nm^3 à 10 % d' O_2) :

	Concentrations en moyenne journalière (mg/Nm^3 , sauf PCDD/F)	Concentrations en valeur demi-horaire (mg/Nm^3)	Flux maximal journalier en kg/jour
NH3	30 ^{*2}	Sans Objet	-

^{*2} : L'exploitant peut solliciter un relèvement de cette valeur limite d'émission sous réserve de justifier par une étude technique remise à l'autorité administrative qu'il met en œuvre les Meilleures Technologies Disponibles et que l'excès d'ammoniac dans ses émissions est lié à la teneur en ammoniac dans les matières premières (calcaires, argiles, etc.) mises en œuvre. En tout état de cause, cette valeur ne pourra dépasser $100 \text{ mg}/\text{Nm}^3$

Constats :

Rappel des constats de la visite d'inspection du 02 mars 2023 :

S'agissant du paramètre NH_3 , l'inspection relève que la concentration mesurée trimestriellement pour l'année 2022 par le prestataire est supérieure à la VLE fixée (en concentration) à $30 \text{ mg}/\text{Nm}^3$ avec un maximum à $46,15 \text{ mg}/\text{Nm}^3$ (à 10 % d' O_2) au trimestre 3.

Par courrier daté du 06/09/2018 complété en dernier lieu par courriel du 03/12/2019, l'exploitant a sollicité le relèvement de la VLE fixée par l'arrêté préfectoral comme le prévoit l'arrêté préfectoral 2015-0354 du 31 octobre 2017 (faisant suite au réexamen "IED") et l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets dangereux (ces derniers textes précisent que cette valeur ne pourra pas dépasser $100 \text{ mg}/\text{Nm}^3$).

Afin de pouvoir instruire pleinement ladite demande, des compléments sont attendus. En effet, comme indiqué dans le rapport de l'inspection susmentionné (vérification de la conformité vis-à-vis d'IED"), l'article 3 de l'arrêté ministériel du 21 juin 2018, qui a modifié l'arrêté ministériel de 2002 précité, exige que l'exploitant d'une cimenterie souhaitant voir relever une VLE, en l'occurrence pour le NH_3 , justifie qu'il n'y a pas « lieu de craindre de risque significatif pour la santé humaine et l'environnement ». Les compléments adressés par courriel du 03/12/2019 précisent que le QD (quotient de danger) serait très inférieur à 1 (0,009) et par conséquent qu'une VLE à 100 mg/Nm^3 serait acceptable puisque sans impact sur les risques sanitaires.

Cette même hypothèse quant au rapport entre les émissions de NH_3 et d'HCl a été reprise dans l'ERS de 2020 qui a pour objectif d'évaluer le risque sanitaire global du site existant avec le projet dénommé ARGILOR. L'inspection note que ladite ERS se base notamment sur les hypothèses suivantes pour le projet ARGILOR seul (production d'argiles activées): un flux de 3 kg/h et une VLE de 100 mg/Nm^3 .

Or, l'inspection constate que les flux des émissions en 2022 identifiés dans le cadre des mesures trimestrielles du prestataire indépendant sont supérieurs à 3 kg/h (entre $3,08$ à $6,4 \text{ kg/h}$) sachant que ces derniers concernent uniquement les émissions liées à l'activité "production de clinker" dans la mesure où le projet ARGILOR n'est pas encore mis en œuvre, sur la base des constats précités et notamment la méconnaissance quant aux concentrations et flux en NH_3 pris comme hypothèse pour l'ensemble des activités du site (production de clinker et d'argiles activées).

Par ailleurs, l'IEM réalisée en 2022 par l'exploitant ne précise pas le QD en ce qui concerne le paramètre " NH_3 " permettant de déterminer si l'état actuel des milieux est compatible avec les usages. En effet, l'inspection note que la concentration mesurée dans l'environnement est comparée à une valeur de gestion d'exposition professionnelle (VLEP) pour déterminer si l'état de l'air est compatible avec les usages identifiés. Or, une VLEP se base notamment sur une plus faible durée d'exposition qu'un résident ce qui ne permet pas de prendre en compte le risque réel.

Eu égard de ce qui précède, il n'est pas possible pour l'inspection d'examiner ladite demande de relèvement de la VLE pour le paramètre considéré.

Observations de la visite d'inspection du 02 mars 2023 :

Afin de statuer sur la possibilité d'augmenter la VLE de l'ammoniac de 30 mg/m^3 à 100 mg/m^3 ,

l'inspection demande à l'exploitant de transmettre dans un délai d'un mois les éléments suivants :

- valeurs des émissions d'ammoniac en concentration et en flux sur les cinq dernières années.
- une évaluation des indicateurs de risques sanitaires notamment QD à partir des mesures réalisées dans l'environnement pour l'IEM de 2022.
- la liste des hypothèses des émissions (concentration + flux) prise pour évaluer le risque lié au site actuel dans l'ERS de 2020.

Constats au 30 avril 2025 :

Par mail du 12 décembre 2024, l'exploitant a précisé les concentrations et flux de NH_3 relevées entre 2018 et 2023.

Les concentrations en NH_3 sont comprises entre 24 et 69 mg/m^3 à l'exception de 2 mesures : soit

124 et 167 mg/m³ en juillet 2019 et janvier 2020. Ces mesures sont écartées de la réflexion puisqu'elles dépassent largement la concentration demandée par l'exploitant et sont liées à des évènements autres qu'un fonctionnement normal.

Les flux n'étaient pas indiqués dans le dossier de 2018 et ont été précisés par mail du 12 décembre 2024. Ils sont compris entre 3,1 et 12,2 kg/h sauf exception des deux mesures écartées. D'après les éléments fournis par l'exploitant sa demande est acceptable d'un point de vue sanitaire :

le QD cumulé était calculé avec une hypothèse de concentration de 60 mg/Nm³ à l'émission et 100 mg/Nm³ pour le projet Argilor.

Au sein des compléments, l'exploitant a refait ses calculs pour des concentrations de 100 mg/m³.

Le QD cumulé reste acceptable soit : 0,0015<1.

Une proposition de valeurs limites d'émissions pour le NH₃ sera faite à l'exploitant dans le cadre de la révision des prescriptions des émissions atmosphériques du site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : SO₂

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/03/2017, article 11

Thème(s) : Risques chroniques, Abatement du SO₂

Prescription contrôlée :

Dans le délai maximal de 18 mois à compter de la date de notification du présent arrêté :

- l'exploitant s'assure que l'actuel mode de mise en contact de l'effluent gazeux soufré du four de la cimenterie et de l'absorbant à la chaux est optimal et correctement dimensionné (temps de séjour, mélange/ségrégation des deux phases, température, etc.) pour abattre de manière optimale le dioxyde de soufre en sortie cheminée du four et si besoin, le rendre optimal ;
- l'exploitant étudie une augmentation de la quantité d'injection de chaux et le type de chaux utilisée pour abattre de manière optimale le dioxyde de soufre en sortie cheminée du four et si besoin, le rendre optimal ;
- il transmet au Préfet à l'inspection des installations classées les éléments justifiant qu'il a satisfait aux deux exigences précédentes.

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 02 mars 2023, l'exploitant a indiqué avoir réussi à abattre de 45 à 50% les SO_x sur des essais d'une semaine en utilisant la chaux avec une injection en sortie de l'exhausteur 1. Un essai à plus long terme nécessite une modification des installations, ayant eu lieu lors de l'arrêt du four au 1^{er} trimestre 2024.

L'exploitant a transmis par mail du 12 décembre 2024 les factures concernant la fiabilisation de la méthode d'abatement par la mise en place de nouvelle injection de chaux.

Le site apparait comme le premier émetteur du Grand-Est pour le SOx (moyenne des émissions de 2019 à 2022).

Extrait des déclarations annuelles des émissions du site :

Polluants	2022	2023	2024
SOx en kg/an	644 284	640 982	403 966

L'inspection note une nette diminution des émissions d'oxyde de soufre entre 2023 et 2024. Ceci témoigne des efforts mis en œuvre par l'exploitant pour réduire les teneurs en SO2 de ses émissions atmosphériques.

Grâce aux actions mises en œuvre, l'exploitant a diminué les concentrations et flux pour le SO2. Néanmoins, l'exploitant indique ne pas pouvoir atteindre les valeurs limites fixées par les conclusions des meilleures techniques disponibles pour les cimenteries (BREF « CLM »). A savoir, la plage 50-400 mg/Nm3 à 10% d'O2 en moyenne journalière.

L'exploitant avait obtenu une dérogation à cette plage de concentration comme le prévoit l'article R515-68 du code de l'environnement.

Les VLE fixées par arrêté préfectoral du 31 octobre 2017 sont :

- 800 mg/Nm3 90% du temps et 1020 mg/Nm3 pour les 10% restant ;
- Une concentration demi-horaire de 2040 mg/Nm3 ;
- Un flux journalier de 4 900 kg/jour ;
- Un flux annuel est fixé à 876 000 kg/an.

L'inspection souhaite revoir ces valeurs limites dans le cadre de la révision des prescriptions sur les rejets atmosphériques.

Il est attendu sous 1 mois un positionnement de l'exploitant sur les valeurs limites (concentrations et flux) qu'il est capable de tenir au regard des actions mises en œuvre et qui montrent une diminution des flux d'oxydes de soufre. L'exploitant présentera ces valeurs au regard de l'historique de mesures de 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est attendu sous 1 mois un positionnement de l'exploitant sur les valeurs limites (concentrations et flux) qu'il est capable de tenir au regard des actions mises en œuvre et qui montrent une diminution des flux d'oxydes de soufre. L'exploitant présentera ces valeurs au regard de l'historique de mesure de 2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Surveillance des émissions de benzène

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2017, article 7.3 et 7.5

Thème(s) : Risques chroniques, Benzène

Prescription contrôlée :

Article 7.3 :

L'exploitant met en place un programme de surveillance des rejets atmosphériques des installations qu'il exploite. [...]

Les émissions de benzène sont suivies trimestriellement au niveau du four.
[...]

Article 7.5 :

L'exploitant transmettra au Préfet, dans un délai maximal d'un an à compter de la notification du présent arrêté, une quantification des émissions de benzène de son établissement, complétée d'une évaluation de l'impact de ces émissions sur la qualité de l'air et la santé.

Constats :

L'exploitant suit trimestriellement les émissions de benzène à l'émission et met en œuvre une surveillance environnementale du benzène dans l'air ambiant autour du site.

En effet, comme exigé dans l'article susvisé, l'exploitant a adressé par courrier daté du 14 juin 2019, une étude relative aux émissions de benzène de sa cimenterie (rapport 1419 du bureau d'études EVADIES du 6 juin 2019). Dans la mesure où le benzène est une substance cancérigène extrêmement préoccupante (COV H350), l'inspection a demandé suite à la visite du 31 décembre 2019, la réalisation de campagnes de mesures supplémentaires afin de s'assurer de la répétabilité des résultats de l'étude initiale de l'impact sur l'air des émissions de benzène de la cimenterie (cf. rapport de l'inspection référencé PP/SAF/IP/103-2020 du 13 février 2020). L'exploitant a adressé l'étude complémentaire, sur la base des données 2020, réalisée par le même prestataire.

Toutes les concentrations relevées dans l'air ambiant respectent les critères nationaux de qualité de l'air définis dans le code de l'environnement :

- objectif de qualité de $2 \mu\text{g}/\text{m}^3$ et,
- limite de $5 \mu\text{g}/\text{m}^3$.

Une seule mesure ponctuelle dépasse l'objectif de qualité en hiver 2019 tout en restant inférieure à la limite de $5 \mu\text{g}/\text{m}^3$. L'ensemble des autres mesures ponctuelles sont inférieures à l'objectif de qualité de $2 \mu\text{g}/\text{m}^3$.

Néanmoins, l'Interprétation de l'État des Milieux (IEM) fournie dans le cadre du projet Argilor (constat 5) indique via les compléments fournis par l'exploitant le 12 décembre 2024, que pour les concentrations mesurées dans l'air ambiant ($0,607 \mu\text{g}/\text{m}^3$) les indicateurs de risque sont fixés à $\text{QD} = 0,06$ et $\text{ERI} = 6,8^{E-6}$. Ces indicateurs correspondent à une situation acceptable pour le QD et une situation d'incertitude, milieu vulnérable pour l'excès de risque individuel.

De plus, l'étude des risques sanitaires (ERS) de 2020, indique que les résultats sur le scénario «

école » montrent que le benzène contribue à 49% du risque pour les effets à seuil, tout en restant acceptable. L'ERS de 2020 indique une hypothèse majorée de 35mg/Nm³ et un flux de 1kg/h.

Enfin, l'analyse des flux annuels des déclarations des émissions atmosphériques indique des flux très variables entre 2021 et 2024 :

Polluants	2021	2022	2023	2024
Benzène en kg/an	4 059	2 408	649	8 599

Sachant, qu'il y a annuellement 8 760 heures, le flux maximal sanitaire acceptable pris en hypothèse de l'étude sanitaire de 2020 de 1kg/h est quasiment atteint pour l'année 2024.

Au regard des résultats de ces études sanitaires et bien que les campagnes de mesures dans l'environnement ne dépassent pas les objectifs nationaux de la qualité de l'air pour le benzène, il est proposé au Préfet, dans le cadre de la révision des prescriptions des émissions atmosphériques de prescrire des valeurs limites d'émission en benzène correspondant à un flux maximum de 1kg/h, flux défini comme acceptable par l'étude sanitaire. Il est, de même, proposé de poursuivre la surveillance environnementale du benzène, notamment dans le cadre de la stabilisation du process Argilor.

Type de suites proposées : Sans suite